

HAÏTI - Présidentielle : questionnements et revendications dans les secteurs sociaux après la victoire confirmée de Jovenel Moïse

AlterPresse

mercredi 25 janvier 2017, mis en ligne par [Dial](#)

5 janvier 2017 - [AlterPresse](#) - Plusieurs dirigeants d'organisations sociales, interrogés par l'agence en ligne AlterPresse, expriment des questionnements, inquiétudes et réaffirment leurs revendications après l'élection de Jovenel Moïse du Parti haïtien tèt kale (Phtk) comme président d'Haïti.

La prochaine administration de Jovenel Moïse serait en manque de légitimité, soutient le coordonnateur du comité exécutif national de l'organisation paysanne Tèt kole ti peyizan ayisyen, Rosnel Jean-Baptiste, dans des déclarations à AlterPresse

« C'est une honte nationale et internationale le fait qu'un président soit élu avec près de 600 mille voix, alors que la population haïtienne en âge de voter s'élève à plus de 6 millions d'électrices et d'électeurs », fait-il remarquer.

Tout en plaidant pour une réforme en profondeur du système politique actuel, Jean-Baptiste reste convaincu que le prochain gouvernement n'apportera rien pour les masses, notamment la classe paysanne.

Jovenel Moïse propose un projet néolibéral, qui pourrait détruire toutes les capacités de production du pays et qui ne saurait accoucher d'autre chose que de la misère, justifie-t-il.

Nélio Providence, dirigeant du Forum politique des socioprofessionnels progressistes haïtiens (Fpsph), exprime des « doutes sur la capacité et la conscience » de Jovenel Moïse à travailler en vue de mettre les institutions au service de l'intérêt de la nation ».

Pour lui, le nouvel élu fait partie des acteurs politiques, qui contribuent « à assassiner la dignité de la nation », l'économie et l'éducation haïtiennes.

Ce pays ne peut pas sortir de son marasme sociopolitique si les dirigeants ne prennent pas leur responsabilité, afin de redéfinir un projet dans l'intérêt des citoyens du pays, estime-t-il.

Pour sa part, le coordonnateur général de l'Union nationale des normaliens et éducateurs d'Haïti (Unnoeh), Georges Wilbert Franck, ne croit pas que le prochain pouvoir va contribuer à une éducation publique de qualité, permettant à l'école de devenir un outil d'intégration pour chaque haïtien.

Chaque Haïtien doit avoir les mêmes chances et les mêmes opportunités, pour réussir et faire avancer la société, souhaite-t-il.

De son côté, l'un des responsables du syndicat des transports, Changeux Méhu, réclame du prochain gouvernement la mise en place d'infrastructures routières et une modernisation du secteur.

« Le secteur transport en Haïti est malade », affirme-t-il.

Il souhaite, par ailleurs, davantage de sécurité et de stabilité dans le pays pour que les citoyennes et citoyens puissent vaquer librement à leurs activités.

Les principaux compétiteurs de Jovenel Moïse contestent les résultats définitifs de la présidentielle du 20 novembre 2016 et rejettent ainsi l'élection de Jovenel Moïse comme président d'Haïti.

Il s'agit des candidats du parti politique Fanmi Lavalas, Maryse Narcisse, de la plateforme Pitit Dessalines, Jean-Charles Moïse et de la Ligue alternative pour le progrès et l'émancipation haïtienne (Lapeh), Jude Célestin.

D'autres acteurs politiques, dont Eric Jean-Baptiste, du parti Mouvement d'action socialiste (Mas), allié de Jude Celestin, ont félicité Jovenel Moïse. Jean-Baptiste a promis de conduire une « opposition constructive » en face du prochain pouvoir.

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article21111>